

## Economie | Ford refuse la reprise de l'usine à Blanquefort



Le couperet est tombé ce jeudi 13 décembre, après des mois d'incertitude. Depuis que Ford a annoncé son intention de cesser son activité au sein de l'usine FAI de Blanquefort, en février dernier, salariés et responsables politiques se raccrochaient à un potentiel repreneur belge, Punch Powerglide, pour sauvegarder les emplois d'une partie des 860 salariés de l'usine. Ce jeudi 13 décembre, Ford Motor Company a fait savoir au personnel de l'usine qu'elle ne donnerait pas de suite favorable au projet de reprise. Les réactions politiques de tous bords ne se sont pas faites attendre pour dénoncer l'attitude du constructeur.

### Décision sans appel

L'annonce était attendue de pied ferme par les 850 salariés de l'usine de Ford à Blanquefort, en Gironde. Après une adoption par les salariés du plan de reprise du fabricant de boîtes de vitesses belge Punch Powerglide ce mardi 11 décembre, la réponse de Ford sur l'acceptation du plan se faisait désirer. Elle est intervenue, ce jeudi 13 décembre, au travers d'un communiqué. "Ford Aquitaine Industries (FAI) a informé, ce jour, son comité d'entreprise avoir décidé de ne pas donner de suite favorable à la vente du site de FAI à l'acquéreur potentiel. Nous ne croyons pas que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le niveau de sécurité et de protection, ou limitent le risque de possibles pertes d'emploi futures, que nous souhaitons pour les salariés de FAI", a ajouté le constructeur, tout en précisant avoir présenté "un plan social complet qui comprend notamment un congé de reclassement d'une durée étendue à compter d'octobre 2019. Le plan social de Ford prévoit un arrêt de la production pour la fin du mois d'août 2019.

Dans son plan de reprise, Punch avait annoncé 120 millions d'euros d'investissements dans l'usine dont une bonne partie devait être constituée de prêts bancaires. Pour Ford, c'est notamment le spectre de la mauvaise reprise de 2009 par l'entreprise allemande HZ Holding, ayant obligé le constructeur à revenir à Blanquefort deux ans plus tard, qui semble avoir motivé ce coup d'arrêt. Ford s'est par ailleurs engagé à ne formuler aucun départ contraint avant septembre 2019. Une dernière réunion avec le personnel concernant le Plan de Sauvegarde des Emplois est prévue le 18 décembre, après quoi ce dernier sera officiellement lancé.

### Entre "trahison" et "scandale"

Les réactions, politiques ou syndicales, ne se sont pas faites attendre suite à cette décision, dont on peut dire

qu'elle a été unanimement décriée après des mois d'incertitude et de [multiples alertes publiques](#). D'abord par le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire (LR) lors des questions d'actualité du Gouvernement au Sénat. Il s'est dit "révolté et écoeuré par cette décision qui ne se justifie que par la volonté de Ford de faire monter son cours de bourse. Je veux dénoncer la lâcheté de Ford à qui je demande de parler depuis trois jours et qui n'a même pas eu le courage d'appeler le ministre de l'Economie et des Finances. Je veux dénoncer le mensonge de Ford qui dit dans ce communiqué que l'offre de reprise de Punch n'est pas crédible alors que nous y travaillons depuis des mois, avec les salariés et avec Punch. C'est une offre industrielle crédible et solide qui garantit l'avenir du site industriel de Blanquefort". Tout en déclarant vouloir "rendre hommage aux salariés qui avaient accepté de réduire leur salaire et leur nombre de RTT et de faire des efforts considérables pour garantir la reprise", Bruno Le Maire ajoute, après avoir utilisé le terme de "trahison" pour décrire l'attitude de Ford, qu'il appelle l'entreprise américaine à "réviser sa décision et à accepter la reprise".

De son côté, le président de la région Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset (PS), n'est pas moins tranché. "C'est une nouvelle désastreuse pour les salariés de l'entreprise, pour la ville de Blanquefort et pour l'industrie girondine. C'est un pur scandale, on a un repreneur qui a réussi à Strasbourg, il part avec une voilure plus faible que celle qui existait précédemment mais avec une forme de sécurité, d'assurance, un accord des organisations syndicales. On voit bien qu'il y a une volonté de Ford de plier les gaules et qu'il ne veut pas d'un repreneur qui serait un potentiel concurrent à ses propres activités à l'international. Tout ça est cousu de fil blanc", a ajouté le responsable politique, indiquant enfin être disposé "à prendre toute (sa) part à d'ultimes discussions" qui pourraient avoir lieu dans les prochains jours. Le maire de Bordeaux, Alain Juppé, a adressé pour sa part une déclaration commune des 27 autres maires de la métropole, dans laquelle il évoque une consternation et va dans le même sens que son opposant politique régional. "Alors que General Motors avait assumé ses responsabilités lors de la reprise de son usine de Strasbourg, en accordant un volume conséquent de commandes pour permettre au repreneur de passer la période transitoire avant le lancement de ses propres productions, Ford a refusé de s'engager à attribuer des commandes à FAI. Et aujourd'hui, bien que Punch soit, malgré cela, parvenu à obtenir des commandes d'autres constructeurs, Ford refuse le plan de reprise qui a été considérablement amélioré. Je demande instamment à Ford de reconsidérer sa position et de donner au site de Blanquefort et à ses salariés un avenir en acceptant et en aidant la reprise".

## Injonction et suites à donner

Le président du Conseil départemental de la Gironde, Jean-Luc Gleyze (PS) et sa vice-présidente Christine Bost (par ailleurs maire d'Eysines), vont plus loin. Dans une réaction commune (et tout en dénonçant le contexte et les sept milliards d'euros de profit réalisés par le groupe Ford en 2017), ils rappellent que "le constructeur a bénéficié il y a cinq ans de 25 millions d'euros de subventions publiques et ses salariés ont consenti à des efforts considérables pour maintenir leur outil de travail à Blanquefort (...) Cette décision représente un immense gâchis pour les salariés, pour leurs familles et pour l'ensemble du territoire. Bien entendu", terminent les élus départementaux, "nous exigeons de Ford le remboursement des aides perçues". Pour l'opposition départementale (incarquée par Jacques Breillat, du mouvement Gironde Avenir), le soutien est aussi affiché à l'encontre des salariés et l'annonce jugée "indécente".

Enfin, du côté des principaux concernés, à savoir les salariés de l'usine, la désillusion semble de mise dans un communiqué adressé par le syndicat majoritaire (à savoir la CGT). "Nous avons un petit espoir mais un espoir quand même d'entendre l'inverse, Logiquement cette annonce nous a donné un gros coup sur la tête. La réaction immédiate a été pour nous un sentiment de tristesse et d'écoeurement. Quelques uns d'entre nous ont craqué sur le moment. Mais les minutes passant, on a retrouvé la colère et même la hargne pour dénoncer la saloperie de Ford, pour dénoncer ce scandale, pour continuer la bataille", écrit la CGT dans une réaction commune. "Nous savons que l'Etat a dénoncé la trahison de Ford qui se moque de tout le monde. C'est pour cette raison que d'ores et déjà, l'équipe Cgt-Ford déclare qu'elle va continuer la bataille, avec détermination, avec colère, qu'elle va tout faire pour "embêter" Ford, pour entraver sa logique destructrice, pour empêcher la catastrophe. Car notre objectif reste de sauver nos emplois, de sauver les emplois induits, de sauver une activité sur l'usine. Dans l'immédiat, nous cherchons les moyens de résister, de perturber la stratégie de Ford, nous étudierons avec les pouvoirs publics comment nous pouvons imposer une solution favorable socialement. Dès demain, nous aurons des réunions pour discuter de comment la bataille va prendre forme", termine la CGT, ajoutant un cinglant "non, Ford n'en a pas encore fini avec nous".



Romain Béteille

Crédit Photo : [aqui.fr](#)  
Publié sur [aqui.fr](#) le 13/12/2018  
[Url de cet article](#)